# Conseil municipal du

# mardi 19 octobre 2021

**Présents**: Mmes DECOODT, DELAY, FINCK, MARC, MORIN, REBOURS, VAUGON,

MM BICHET, BRETONNIER, DARTY, ORELLE, PERICHON, ROUSSET

**Absents excusés** : Mrs DRAGHI (procuration à C DECOODT), BAYLE (procuration à PL ORELLE),DESFLACHES, HUMBERT, Mmes BICHET (procuration à M.REBOURS) et SOARES.

**Absents en début de séance :** M BAYLE (arrivé à 19h57)

Secrétaire de séance: Mme Monique DELAY

Monsieur le Maire, après avoir constaté que le conseil a été valablement convoqué le 13 octobre 2021 et que le quorum (10 conseillers physiquement présents au minimum) est atteint, ouvre la séance à 19h

Mme VILLALLOBOS, animatrice du Kfé des jeunes, a été invitée par Monsieur ORELLE pour dresser un bilan de l’été 2021 (voir compte-rendu joint)

**Avant d’ouvrir la séance, M ORELLE propose d’ajouter une délibération à l’ordre du jour, relative au contrat cadre de prestations sociales du Centre de gestion de l’Isère concernant l’offre de titres restaurant pour le personnel.**

**Le conseil valide cet ajout à l’ordre du jour.**

***Adoption du dernier compte-rendu de la séance du 09 septembre 2021***

Après en avoir délibéré, le conseil municipal adopte à l’unanimité le compte rendu de la séance précédente, affiché et diffusé aux élus et sur le site internet de la commune.

Information de M le Maire sur l’utilisation de ses délégations de signature

* Décision de non préemption pour la parcelle AI 470

# DELIBERATIONS

**FINANCES**

***Approbation d’une décision modificative du budget communal (M14) : DM N°2***

*Délibération 2021/051*

Monsieur ROUSSET, premier adjoint, expose :

Dans le cadre des études engagées pour le projet d’extension du restaurant scolaire, l’opération

120 - Cantine - n’a pas été suffisamment approvisionnée, ainsi que l’opération 112 – Sécurité Traversée du village.

Une décision modificative du budget communal est nécessaire sur la section d’investissement pour un montant de 10 000,00 € pour l’opération 120 et 6 000,00 € pour l’opération 112.

VU

La délibération n°2021/07, en date du 23 mars 2021, approuvant le budget communal 2021,

La délibération n°2021/39, en date du 9 septembre 2021, approuvant la décision modificative N°1 du budget communal,

CONSIDERANT

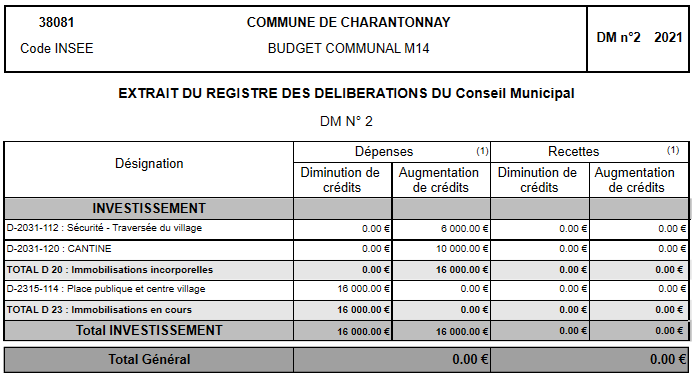
Le besoin de provisionner l’opération suivante :

120 – cantine pour un montant de 10 000,00 € ;

112 – Sécurité et traversée du village de 6 000,00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte à la majorité des votants de:

**ADOPTER** la décision modificative suivante :



1 abstention (P. PERICHON) 15 Pour

**CONSEIL MUNICIPAL**

***Autorisation de signature de la convention de délégation de maitrise d’œuvre, entre la commune et la CCCND, pour la fourniture et pose d’un moniteur d’affichage dynamique***

*Délibération 2021/052*

Monsieur le maire expose :

Par décision du 12 décembre 2019, le conseil communautaire de la Communauté de Communes des Collines du Nord Dauphiné (CCCND) a validé l’acquisition de 10 panneaux pour la diffusion d’informations sur les communes du territoire.

Le 17 décembre 2020, ce même conseil a acté que la maîtrise d’ouvrage, par délégation de la commune, sera confié à la CCCND, pour la pose du matériel. A charge pour la commune d’acheminer les câbles d’électricité au point d’implantation.

Une convention de délégation de maîtrise d’œuvre est nécessaire pour déterminer les conditions de délégations.

VU

La délibération communautaire en date du 17 décembre 2020 ;

CONSIDERANT

le marché attribué à la Société LUMIPLAN, comprenant la fournitures des panneaux à installer sur chaque commune ainsi qu’un forfait de pose sur mât ou sur mur en fonction du besoin des communes,

les termes de la convention proposée.

*M ORELLE informe le conseil que suite à la pénurie de matières premières et de composants électroniques, la pose des écrans va être différée. Les moniteurs n’ont pas été livrés, la date de livraison est prévue à la fin de l’année.*

*En conséquence, la pose sera décalée de 3 mois, et effectuée, normalement, en janvier 2022.*

*Aujourd’hui, 8 communes sur 10 sont prêtes à accueillir les moniteurs dont Charantonnay. L’écran sera implanté sur le parking de la salle des fêtes en bordure du trottoir de l’avenue du Bourg.*

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte à l’unanimité de:

**APPROUVER** la convention de délégation de maîtrise d’ouvrage entre la commune et la CCCND pour la fourniture et pose d’un moniteur d’affichage dynamique

**AUTORISER** Monsieur le Maire à engager toute démarche pour l’application de la présente délibération et à signer la convention susmentionnée.

***Création d’un poste permanent d’adjoint technique, à temps non complet (65% d’un temps complet) pour le service de la restauration scolaire***

*Délibération 2021/053*

Monsieur le maire rappelle :

En date du 8 juin 2021, le conseil municipal a créé 3 emplois non permanents, à temps non complet pour le service de restauration scolaire notamment un poste d’adjoint technique à temps non complet correspondant à 55% d’un temps complet.

Ce poste est renouvelé, chaque année, depuis 3 ans. Le besoin est devenu permanent dans ce service.

Il est proposé au conseil de créer un emploi permanent d’adjoint technique à temps non complet pour une durée de 22,75/35ème (soit 22h45 hebdomadaire).

Ce poste sera accessible selon les conditions de qualifications définies par le statut, pour exercer les fonctions de :

* agent de service au restaurant scolaire,
* agent de surveillance sur le temps de la restauration scolaire communale,
* agent d’entretien dans les bâtiments communaux,
* assistante administrative de la restauration scolaire (commande de repas, inscriptions, animation de la relation avec les familles et enseignants)
* gestionnaire et contrôle des stocks des produits d’entretien.

Vu

La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifié portant droits et obligations des fonctionnaires,

La loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Le budget de la collectivité,

CONSIDERANT

Que sur un poste permanent, le recrutement d’un fonctionnaire titulaire est obligatoire,

Le tableau des effectifs de la collectivité,

*M ROUSSET et M BICHET donne des explications sur la gestion de la masse salariale notamment le chapitre 012 du budget communal. La rigueur budgétaire est nécessaire, c’est la règle appliquée depuis 2014.*

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte à l’unanimité de :

**PRONONCER** la création d’un emploi permanent, à temps non complet correspondant à 65% d’un temps complet (soit 22h45 hebdomadaire), à compter du 1er novembre 2021, sur un grade adjoint technique.

**DEMANDER** la modification du tableau des effectifs,

**DIRE** que les crédits nécessaires à la rémunération de l’agent nommé dans cet emploi sont inscrits au budget, chapitre 012.

***Adhésion au contrat cadre de fournitures de titres restaurant mis en place par le Centre de gestion de l’Isère.***

*Délibération 2021/054*

Monsieur le maire rappelle :

La loi du 19 février 2007 a donné la possibilité aux collectivités de souscrire un ou plusieurs contrats d’action sociale pour leurs agents, et d’en définir librement les modalités. De tels contrats ont pour objectif d’améliorer les conditions de vie des agents et de leur famille. Les collectivités peuvent pour ce faire agir directement ou faire appel aux services du Centre de gestion.

A l’issue d’une procédure de consultation de marché public, le Centre de gestion de l’Isère a mis en place un contrat cadre ouvert et à adhésion facultative, dont l’avantage est de mutualiser les coûts.

Deux prestataires ont été retenus à l’issue de notre consultation :

* Lot 1 : **Sodexo** pour les chèques déjeuner version papier
* Lot 2 : **Edenred** pour les chèques déjeuner dématérialisés (carte)

Il estproposé aux élus:

1 - D’adhérer au contrat-cadre mutualisé à la date du 01/01/2022, cette délibération est valable pour les 3 cas de figure suivants :

* Soit pour le lot 1 : **Sodexo** pour les chèques déjeuner version papier
* Soit pour le lot 2 : **Edenred** pour les chèques déjeuner dématérialisés (carte)
* Soit pour les 2 lots

La durée du contrat cadre est de 4 ans avec un effet au 1er janvier 2022.

2 - De fixer la valeur faciale du titre restaurant à 6€.

3 - De fixer la participation de la commune à 50 % de la valeur faciale du titre.

La participation de l’employeur doit être comprise entre 50% et 60% de la valeur faciale du titre et ne pas excéder 5,55 Euros/agent/jour (seuil 2021) afin de ne pas être incluse dans l’assiette des cotisations sociales.

*Une discussion s’engage sur la plus ou moins-value de la carte par rapport au chèque papier.*

*M BAYLE propose de questionner le personnel sur le sujet.*

*M BICHET propose de valider le contrat sur les 2 lots afin de permettre au personnel de choisir le support de son titre.*

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte à l’unanimité de:

**APPROUVER** l’adhésion de la commune à ce contrat cadre afin de donner la possibilité aux agents communaux de bénéficier de ces prestations (pour les 2 lots).

**AUTORISER** Monsieur le Maire à engager toute démarche pour l’application de la présente délibération et à signer tous les documents et actes nécessaires.

**URBANISME / ENVIRONNEMENT**

***Approbation de la coupure de l’éclairage public pendant la nuit (23h/5h))***

*Délibération 2021/055*

Monsieur ROUSSET, premier adjoint, rappelle :

La volonté de la municipalité d’initier des actions en faveur de l’environnement en réduisant notamment la pollution lumineuse nocturne et la consommation d’énergies.

Une réflexion a ainsi été engagée par la commission sur la pertinence et les possibilités de procéder à une extinction nocturne de l’éclairage public.

Cette action contribuerait à la préservation de la faune nocturne (chauves-souris, chouettes…) et à la réduction de consommation d’électricité. Outre les effets environnementaux, l’extinction de l’éclairage publique réduira la facture d’électricité de la commune.

Les modalités de fonctionnement de l’éclairage public relève des pouvoirs de police du Maire, qui dispose, à ce titre, de la faculté de prendre des mesures de limitation, compatibles avec la sécurité des usagers de la voirie, le bon déroulement du trafic et la protection des biens et des personnes.

CONSIDERANT

Qu’avec les retours d’expériences similaires menées dans d’autres communes et intercommunalité (la CAPI notamment), il apparaît que l’extinction nocturne de l’éclairage public n’a pas d’incidence notable sur la sécurité des biens et des personnes. A certaines heures l’éclairage public ne constitue pas une nécessité absolue.

Que techniquement, la présence d’horloge ad hoc dans la plupart des armoires de commande concernées. La commune a sollicité le syndicat d’énergie pour étudier les possibilités techniques de mise en œuvre et le cas échéant, les adaptations nécessaires.

Que cette démarche sera accompagnée, d’une information de la population et d’une signalisation spécifique.

Qu’en période de fêtes ou d’événements particuliers, l’éclairage public pourra être maintenu tout ou partie de la nuit.

M BICHET explique qu’il faudra réfléchir sur l’étendue de la suppression de l’éclairage. Certains secteurs, comme le carrefour de la Petite Fontaine, ne seraient pas concernés. Des ajustements sont possibles et à prévoir.

M ORELLE précise qu’il en a discuté avec la gendarmerie. Pour eux, il n’y a pas de point sur la commune qui nécessite un maintien de l’éclairage.

M DARTY souhaite savoir si des études ont été réalisées afin de connaitre l’impact sur la biodiversité de la réduction de puissance de l’éclairage à 30%?

Selon Monsieur le Maire, il n’y a pas d’étude précise. Il ajoute que ce n’est pas un effet de mode. La pollution lumineuse est un fait avéré qui impacte les espèces nocturnes. La réduction des 30% est une demi-mesure qui n’a pas eu les effets attendus sur la préservation de la biodiversité.

M ROUSSET ajoute que lors de sa réunion avec le SCOT, une présentation a été faite sur les impacts de la pollution lumineuse qui confirme le discours du Maire.

La réflexion sera menée en commission.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte à la majorité des votants de :

**APPROUVER** l’interruption de l’éclairage public, la nuit, entre 23h et 5h du matin, dès que les horloges astronomiques seront toutes installées,

**AUTORISER** Monsieur le Maire à engager toute démarche pour l’application de la présente délibération et à signer tous les documents et actes nécessaires.

**1 abstention (J DARTY) 15 Pour**

**TRAVAUX / INFRASTRUCTURES**

***Adoption du plan de financement proposé par Territoire Energie 38 (TE 38) pour l’enfouissement des réseaux de distribution publique d’électricité du chemin du Granjon***

*Délibération N°2021/056*

Monsieur Fabien BICHET, troisième adjoint, expose :

Dans le cadre du plan départemental d’enfouissement que propose TE 38, des travaux au chemin du Granjon, sont prévus. Territoire Energie 38 propose une estimation provisoire des dépenses et des financements nécessaires à l’enfouissement des réseaux de distribution publique d’électricité.

Après étude, le plan de financement prévisionnel est le suivant :

► Le prix de revient prévisionnel TTC de l’opération est estimé à : ………………..….. 128 213€

► Le montant total des financements externes s’élèvent à :………………………......... 98 132€

► La participation aux frais de maitrise d’ouvrage de TE38 s’élève à…………………… 1 703€

► La contribution aux investissements pour cette opération serait estimée à …………. 28 378€

CONSIDERANT

L’avant-projet présenté et le plan de financement initial, étant précisé qu’après études et avant tout démarrage de travaux, il sera à nouveau présenté ;

*M BICHET précise que la réalisation des travaux est prévue pour 2023. Cette délibération de principe est destinée à permettre l’attribution des subventions proposées par TE 38.*

Cette délibération engage la commune avec TE 38 pour une maitrise d’œuvre (frais d’étude).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte à l’unanimité de :

**PRENDRE ACTE** de l’avant-projet de travaux ;

**ADOPTER** le plan de financement de l’opération détaillé comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
| Prix de revient prévisionnel | 128 213 € |
| Financements externes | 98 132€ |
| Participation prévisionnelle (frais TE38 + contributions aux investissements) | 30 081 € |

**PRENDRE ACTE** de sa participation aux frais du TE38 (1 703€) ;

***Adoption du plan de financement proposé par Territoire Energie 38 (TE 38) pour l’enfouissement des réseaux de Télécommunication du chemin du Granjon***

*Délibération N°2021/057*

Monsieur Fabien BICHET, troisième adjoint, expose :

Dans le cadre du plan départemental d’enfouissement que propose TE 38, des travaux au chemin du Granjon, sont prévus. Territoire Energie 38 propose une estimation provisoire des dépenses et des financements nécessaires à l’enfouissement des réseaux de France Télécom.

Après étude, le plan de financement prévisionnel est le suivant :

► Le prix de revient prévisionnel TTC de l’opération est estimé à : ………………..….. 33 950€

► Le montant total des financements externes s’élèvent à :………………………......... 3 720€

► La participation aux frais de maitrise d’ouvrage de TE38 s’élève à…………………… 1 617€

► La contribution aux investissements pour cette opération serait estimée à ………….28 613€

CONSIDERANT

L’avant-projet présenté et le plan de financement initial, étant précisé qu’après études et avant tout démarrage de travaux, il sera à nouveau présenté ;

*M BICHET précise que la réalisation des travaux est prévue pour 2023. Cette délibération de principe est destinée à permettre l’attribution des subventions proposées par TE 38*

Cette délibération engage la commune avec TE 38 pour une maitrise d’œuvre (frais d’étude).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte à l’unanimité de :

**PRENDRE ACTE** de l’avant-projet de travaux ;

**ADOPTER** le plan de financement de l’opération détaillé comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
| Prix de revient prévisionnel | 33 950€ |
| Financements externes | 3 720€ |
| Participation prévisionnelle (frais TE38 + contributions aux investissements) | 30 230€ |
| Participation aux frais de maitrise d’ouvrage de TE38 | 1 617€ |

**PRENDRE ACTE** de sa participation aux frais du TE38 (1617€) ;

***Adoption du plan de financement proposé par Territoire Energie 38 (TE 38) pour l’enfouissement des réseaux de l’éclairage public du chemin du Granjon***

*Délibération N°2021/058*

Monsieur Fabien BICHET, troisième adjoint, expose :

Dans le cadre du plan départemental d’enfouissement que propose TE 38, des travaux au chemin du Granjon, sont prévus. Territoire Energie 38 propose une estimation provisoire des dépenses et des financements nécessaires à l’enfouissement des réseaux de l’éclairage public.

Après étude, le plan de financement prévisionnel est le suivant :

► Le prix de revient prévisionnel TTC de l’opération est estimé à : ………………..….. 20 340€

► Le montant total des financements externes s’élèvent à :………………………......... 11 784€

► La participation aux frais de maitrise d’ouvrage de TE38 s’élève à…………………… 484€

► La contribution aux investissements pour cette opération serait estimée à …………. 8 071€

CONSIDERANT

L’avant-projet présenté et le plan de financement initial, étant précisé qu’après études et avant tout démarrage de travaux, il sera à nouveau présenté ;

*M BICHET précise que la réalisation des travaux est prévue pour 2023. Cette délibération de principe est destinée à permettre l’attribution des subventions proposées par TE 38*

*M BAYLE signale que cette rue est très peu éclairé. Un aménagement sera étudié avant l’engagement des travaux.*

*Dans la proposition n’est pas inclus l’ajout des candélabres sur la rue.*

Cette délibération engage la commune avec TE 38 pour une maitrise d’œuvre (frais d’étude).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte à l’unanimité de :

**PRENDRE ACTE** de l’avant-projet de travaux ;

**ADOPTER** le plan de financement de l’opération détaillé comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
| Prix de revient prévisionnel | 20 340€ |
| Financements externes | 11 784€ |
| Participation prévisionnelle (frais TE38 + contributions aux investissements) | 8 556€ |
| Participation aux frais de maitrise d’ouvrage de TE38 | 484€ |

**PRENDRE ACTE** de sa participation aux frais du TE38 (484€) ;

***Approbation d’une convention avec la région Auvergne Rhône Alpes pour l’installation d’un abri-voyageurs Avenue du Dauphiné (entrée ouest du village)***

*Délibération N°2021/059*

Monsieur Fabien BICHET, troisième adjoint, expose :

Dans le cadre des travaux de sécurisation de l’entrée ouest du village, Avenue du Dauphiné, l’implantation d’un abri-voyageurs est nécessaire.

Le conseil régional étant compétant en la matière, une convention relative à l’installation de cet abri doit être établie afin de fixer les conditions d’occupation du domaine public, les modalités de fourniture, de pose et d’entretien du mobilier urbain.

CONSIDERANT

Le type d’abri-voyageur à installer : type M1 anti vandalisme ;

Les termes de la convention, la commune à la charge de :

1/ la réfection des sols après pose du mobilier ;

2/ réaliser un sol (ou une plateforme), stabilisé, horizontal, non meuble, non glissant, non salissant ainsi que le cheminement d’accès en respectant les normes d’accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

3/ Nettoyer et entretenir le sol, les abords et l’abri afin de maintenir la sécurité pour les usagers ;

4/ Procéder au raccordement électrique du mobilier ;

5/ Prendre les mesures conservatoires nécessaires en cas de dégradation de l’abri dans l’attente d’une intervention de la région.

La convention est conclue pour la durée de vie de l’abri et peut-être dénoncée par les parties en respectant un délai de préavis de 3 mois.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte à l’unanimité de:

**APPROUVER** la convention relative à l’installation d’un abri-voyageur, entre la région Auvergne Rhône-Alpes et la commune ;

**AUTORISER** Monsieur le Maire à engager toute démarche pour l’application de la présente délibération et à signer la convention susmentionnée.

**Questions diverses**

#### Tour de table et expression libre

***M ORELLE demande un point sur l’activité de chaque commission municipale et sur la délégation de chacun à la communauté de communes.***

***Vie locale et associative :***

*Une réunion a eu lieu le 11 octobre 2021 où les différents projets ont été balayés (dont le forum des associations…) afin de vérifier si des ajustements sur l’organisation étaient à prévoir.*

*Les associations en difficultés notamment le comité des fêtes, un sondage auprès des autres communes est en cours afin de pouvoir proposer un accompagnement.*

*En conséquence, pour cette année, pas de manifestation communale comme l’inter-hameau car il faut aider le comité des fêtes pour organiser correctement des événements.*

*A noter la création d’une dynamique au sein des associations, donc tous les débuts de mois, un mail sera envoyé avec le planning de tous les événements prévus sur la commune.*

*Pour mémoire, samedi 30 octobre 2021, la réunion de préparation du planning des manifestations pour 2022 aura lieu en Mairie, de 9h à 11h.*

***Vie scolaire et périscolaire :***

*Le conseil de l’école élémentaire a lieu juste avant le conseil. Cette réunion s’est bien déroulée. La commission a rencontré les enseignants, début octobre, afin de bien préciser que le souhait était de travailler en coopération.*

*A la cantine, l’effectif est en hausse régulière avec le même nombre de personnel, ce qui complique les services.*

***Jeunesse et citoyenneté :***

*M BRETONNIER a rencontré les enseignants pour l’organisation de la commémoration du 11 novembre 2021.*

*Une invitation a été transmise aux parents et Mme DOUILLET est, comme chaque année, sollicitée pour préparer l’événement avec les enfants de CM2.*

*Monsieur MORILLAS a souligné qu’il était plus serein et que les retours avec la commune étaient bien plus constructifs.*

*Concernant la mise en place du Conseil Municipal des Enfants (CME), la position de l’école est la suivante : il souhaite différer la mise en place afin de travailler sereinement et pas dans la précipitation notamment tant que la collaboration avec la Mairie n’est pas solidement assise.*

*M BRETONNIER souhaite discuter avec sa commission pour prendre une décision sur le report de la mise en place de cette institution.*

*Par ailleurs, l’élu s’est rendu au collège de Saint Georges d’Espéranche afin de participer à la remise des diplômes du Brevet des collèges du vendredi 15 octobre. Les élèves étaient contents de retourner au collège et l’équipe enseignante était ravie de savoir que les communes répondaient à leur demande de collaboration.*

*La dernière commission Jeunesse de la CCCND a été reportée. Il n’y a eu qu’une seule réunion axé sur un bilan de fonctionnement des accueils jeunes du territoire pendant les vacances d’été.*

*La commune de Charantonnay est citée en exemple régulièrement pour son investissement auprès des jeunes grâce à ces différentes actions.*

***Travaux et Infrastructures :***

*Le 28 septembre 2021, était présent à la commission Mme MARC et lui; soit 2 membres sur 7, pour travailler sur la gestion des eaux pluviales de la commune.*

*Bien qu’il n’est pas souhaitable de travailler dans ces conditions, a été acté la commande d’une étude sur le sujet pour préparer le travail sur le sujet.*

*Les travaux en cours sont :*

* *La route des Grenouilles est terminée, réceptionnée et livrée.*
* *La sécurisation de l’entrée ouest du village, les travaux débutent.*
* *La phase expérimentale de la rue de la Verchère a aussi démarré. Une réunion a eu lieu avec la présidente du syndic du lotissement du bourg pour expliquer les travaux. Les premiers retours sont mitigés, les commerçants sont plutôt satisfaits mais certains habitants, pas du tout. Le radar pédagogique a été positionné sur cette rue pour effectuer des relevés précis.*

Mme MARC rend compte des demandes réalisées par des habitants sur la circulation de l’avenue du Dauphiné : des passages piétons devant l’épicerie et le tabac peuvent-ils être envisagés ?

M BICHET explique que dans le cadre des travaux de la rue de la Verchère, le département a été saisi pour réaliser la réfection du revêtement de l’avenue du Dauphiné uniquement pour la partie comprise entre la rue de la Verchère et la petite fontaine. A cette occasion, le marquage au sol sera refait et la création des passages piétons sera demandée.

***Finances : point sur la situation financière :***

*Le budget de fonctionnement dégage 290 000€ (au 30/09/2021) sur les 230 000€ prévus. En investissement, de gros reliquat même s’il manque les factures pour la route des Grenouilles.*

*En complément du discours de M BRETONNIER, M ROUSSET signale qu’il s’engage à répondre à son mail après vérification de la caisse des écoles auprès de la comptable.*

***Communication :***

*Une première réunion sur la publication du bulletin a eu lieu. Sylvette est chargée de réaliser l’avis d’appel auprès des associations pour la récolte des articles à publier.*

*Mme DELAY a eu M VILLET au téléphone pour la réalisation d’un nouveau plan de la commune. Elle sollicite M ROUSSET pour avoir une date de réalisation de projet, printemps 2022 ou 2023. M ROUSSET n’est pas en capacité de fournir une date car la technicienne n’a pas terminé la modification du fichier destiné aux institutions pour mise à jour de rues.*

*Sur la réunion environnement à la CCCND, une réflexion sur le Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) avait été demandée. Un recensement des actions communales sur l’environnement depuis 2014 a été réalisé, il s’avère que Charantonnay est parmi les communes les plus actives pour la mise en place d’actions.*

*Au niveau culture, le 19 décembre 2021, un spectacle de magie, pour tout public, a lieu sur la commune. La commission culture plus de la CCCND, subventionne ce projet à hauteur de 500€. C’est le CLAS qui se charge de la buvette.*

*Le 22 novembre 2021, de 17h30 à 18h30, l’AGEDEN (Association pour une Gestion Durable de l’Energie), sollicitée par la commission environnement de la CCCND, intervient pour une première réunion d’explication et le prêt de matériel destiné à mesurer les déperditions d’énergie dans les habitations. Il ne peut y avoir que 8 prêts de matériels.*

*La restitution sur les mesures effectuées par les participants aura lieu le 16 décembre 2021.*

*Ce projet est complètement gratuit.*

*M DARTY prend la parole pour donner les précisions suivantes : il a été sollicité par le comité sentier de la CCCND afin d’avoir un retour sur les mesures prises par la communes au niveau de la circulation des quads dans les sentiers et chemins communaux.*

*Le panneau présentant la faune et la flore du bois de molèze va être installé sur socle, à proximité du pylone téléphonique, en limite de St Jean de Bournay, Royas…*

***Vie sociale***

*Le CCAS s’est réuni le 8 octobre pour acter le prestataire choisi pour acheter les colis offert aux personnes âgées ainsi que le menu du repas. C’est JARS qui a été choisi, son menu étant plus varié et complet. Le repas aura lieu le 12 décembre 2021.*

*Pour animer le repas, un spectacle de magie est prévu.*

*Au niveau de la CCCND, un séminaire est prévu le 20 octobre sur l’analyse des besoins sociaux.*

*M BAYLE précise qu’il n’a pas été convié à la Commission Aménagement. Elle ne s’est jamais réunie.*

*Un film est présenté au conseil pour expliquer « les trames écologiques, des bénéfices multiples pour les humains ». Cette vidéo est à l’initiative du Syndicat Mixte d’Aménagement du Bassin de la Bourbre (SMABB), M ROUSSET propose de vous l’envoyer aux conseillers à l’issue de la séance.*

*M ORELLE rappelle la commémoration du 11 novembre.*

*Il félicite, au nom du conseil et des membres du personnel, les heureux grands parents, M BAYLE pour la naissance de sa petite fille Anastasia et Mme DELAY, pour la naissance de son petit-fils Aden.*

Prochain conseil municipal le 30 Novembre à 20h.

*Sous réserve de modification ultérieure.*

M le Maire lève le conseil à 21h15.